

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°941 du 5 Janvier 2008

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

POLITIQUE DE LA CIVILISATION

Je suis un adepte de la nouvelle politique de civilisation définie par le Président de la République à l'occasion de ses vœux à la nation. C'est pourquoi je m'empresse de vous souhaiter une bonne et heureuse année 2008, sachant que la civilisation commande de souhaiter aux autres tout ce que l'on voudrait pour soi-même : la santé, la prospérité, le bonheur, et toutes autres bonnes choses dans la vie personnelle, familiale et professionnelle. La civilisation, c'est sans doute le souci des autres, l'empathie – dont Adam Smith a découvert qu'elle est à la base de l'échange et de la richesse des nations. Aller vers les autres, prendre soin de leurs besoins et de leurs désirs, voir où sont les complémentarités, savoir comment gommer les conflits : voilà qui constitue sans doute la base morale de la civilisation. J'approuve donc une politique de la civilisation si elle signifie que les Français seraient plus heureux s'ils vivaient dans une société de confiance, de compréhension, au lieu d'être confrontés en permanence aux affrontements, exposés à la violence, isolés et repliés dans une société de défiance.

Je suis bien conscient également que la politique a quelque chose à voir dans la civilisation, dans la mesure où le pouvoir est nécessaire pour faire régner l'état de droit, pour veiller à la vie, à la liberté et à la propriété des citoyens. Ce respect et cette défense des droits individuels font également partie intégrante de la civilisation.

J'observe hélas que loin d'être la servante de la civilisation la politique en est aujourd'hui la destructrice. D'abord parce que les pouvoirs publics n'assurent pas la mission qui est la leur : l'état de droit n'est pas établi en France, et les droits individuels sont violés en permanence. Ensuite parce que la politique a progressivement détruit les principes de civilisation en débordant de sa sphère naturelle. Hobbes avait déjà dénoncé le danger : investi du monopole de la violence pour garantir la liberté, le monstre étatique, le Léviathan, va dévorer cette liberté. Hobbes préférerait cependant la servitude de la puissance publique au règne de la violence privée. Bastiat pour sa part, dénonçait la croissance de l'Etat « qui n'est plus le bouclier mais l'épée ». Loin de nous protéger il nous agresse. C'est la raison pour laquelle je voudrais soutenir l'initiative du Président SARKOZY en suggérant quelques réformes de nature à nous éloigner de la barbarie et nous rapprocher de la civilisation :

1° Faire cesser les grèves sauvages, empêcher qu'une infime minorité prenne en otage tout un peuple,

2° Soumettre tous les citoyens à la même loi, et n'accorder aucun passe droit ou privilège ni à la classe politique, ni à la caste syndicale, ni à la tribu des fonctionnaires et agents des administrations publiques,

3° Réduire à son minimum les transferts sociaux, qui consistent à spolier les uns au bénéfice des autres qui s'installeront dans l'assistanat, puis dans le parasitisme, puis dans le nihilisme,

4° Soustraire les enfants et les adolescents aux méfaits d'enseignants et de manuels scolaires qui ne cessent de prêcher la lutte des classes, de dénoncer les hontes du capitalisme, du colonialisme, pour mieux passer sous silence la barbarie de Staline, Lénine, Mao, Che Guevara, Castro,

5° Rompre avec les dictateurs barbares actuels, de Kadhafi à Bouteflika en passant par Poutine et Chavez, et soutenir ceux qui combattent la barbarie au Moyen Orient et en Amérique Latine.

De façon plus générale, la politique de civilisation devrait conduire le Président SARKOZY à prendre la tête d'une croisade contre l'Etat, contre l'inflation de bureaucratie, l'hypertrophie du secteur public, l'accumulation de textes, la spoliation fiscale. Car ce sont les pays les plus étatisés, les plus centralisés, qui engendrent la barbarie. Comme je l'ai déjà dit, il faut mettre le feu à l'Etat Providence pour éviter que les voyous mettent le feu aux voitures et aux passagers des autobus de banlieue. Car l'Etat Providence incite chaque individu, chaque communauté, chaque corporation à entrer en lice pour se disputer la manne publique. L'entrée en lice devient l'entrée en haine. Les relations fondées sur la recherche du pouvoir sont nécessairement violentes, tandis que les relations nées de l'échange et du travail en commun sont pacifiantes. Il faut absolument substituer une logique de la complémentarité à une logique de la supériorité. La société de confiance est civilisation, la société de puissance est barbarie. Les sociétés marchandes ont toujours porté la civilisation, les empires politiques ont consacré la gloire éphémère des chefs et de leurs séides, ils se sont toujours effondrés au prix du sacrifice de millions d'êtres humains.

Dans son discours sur la laïcité prononcé à Rome lors de sa visite au Souverain Pontife, Nicolas SARKOZY a évoqué quelques voies qui mènent à la civilisation : le respect de l'être humain, la dignité de sa personne et le poids nécessaire que doivent tenir la religion et la liberté religieuse dans une société civilisée. « La morale laïque risque toujours de s'épuiser ou de se changer en fanatisme quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini » avez-vous dit. Oui, Président, vous pourriez être le fossoyeur de l'Etat Providence et le prédicateur de la compréhension et de la solidarité, rendant liberté et espoir aux Français. Mais vous ne pouvez pas être l'un sans l'autre. Il faut sortir de la logique du pouvoir, de la lutte et du catastrophisme pour découvrir la civilisation de l'amour, et retrouver l'espoir. Tel pourrait être pour 2008 le vœu commun de tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté.

Jacques Garello

Conjoncture

VŒUX PIEUX POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 2008

Le 1^{er} janvier n'aura pas provoqué de miracle pour l'économie française : la situation ne devrait pas être très différente de celle de 2007. Rien ne justifie le moindre optimisme, puisque aucune réforme radicale n'a été entreprise l'an dernier. La croissance sera sans doute toujours aussi faible, l'inflation plus forte, faisant craindre la stagflation, les déficits extérieurs et publics encore plus élevés, et les créations d'emplois limitées. On nous dit que 2008 sera l'année de ruptures fondamentales. Acceptons-en l'augure, mais l'effet d'éventuelles réformes bénéfiques en 2007 sera-t-il sensible d'ici la fin de l'année ?

Trop peu d'investissements, trop peu de croissance

Bien qu'il faille le lire avec précaution, le verdict publié ces jours derniers par l'INSEE n'incite guère à l'optimisme. L'année 2007 ne se sera pas terminée sur le sursaut annoncé ; la croissance aura été au maximum de 0,5% au quatrième trimestre, après 0,8% au troisième. Cela donne pour l'année qui vient de se terminer 1,9%, alors que l'on avait commencé l'année avec des prévisions d'au moins 2,5%. Pour 2008, l'INSEE annonce 0,5 et 0,4% pour les deux premiers trimestres et un maximum de 1,7% pour l'ensemble de l'année. Ce n'est pas tout à fait la stagnation, mais, comparée à celle de nos voisins, l'économie française est à la traîne. Car au niveau européen et mondial l'année 2008 sera encore fragilisée par les suites de la crise des subprimes et la hausse du prix du pétrole, et dans ce contexte ceux qui ont déjà engagé les réformes structurelles voulues surmonteront mieux que nous les difficultés.

Faut-il s'étonner de la franco-sclérose ? Sur le plan conjoncturel les moteurs sont en panne ; sur le plan structurel, les réformes attendues n'ont pas eu lieu.

Du point de vue conjoncturel, le vrai moteur, c'est l'investissement des entreprises ; il aura augmenté de 5,1% en 2007 et à peine de 1,2% au quatrième trimestre. L'INSEE annonce 0,8 et 0,7% pour les deux premiers trimestres et 2,9% pour l'ensemble de l'année 2008 : pas de quoi stimuler la croissance.

Les autres moteurs ne se portent guère mieux. Le commerce extérieur est très déficitaire, ce qui traduit notre manque de compétitivité. La contribution du commerce extérieur à la croissance est négative, en raison de la faiblesse des exportations. Quant à la consommation des ménages, abusivement qualifiée de moteur principal de la croissance, elle se traîne faute de pouvoir d'achat, et les Français ne maintiennent leur consommation qu'en épargnant moins. L'INSEE annonce 0,4% de hausse de la consommation au quatrième trimestre et novembre a marqué un recul de 0,1% de la consommation manufacturée. De toutes façons, elle sera inférieure à 2% pour 2008, selon l'INSEE.

Vers la stagflation ?

On parle beaucoup de stagflation pour traduire la situation de notre économie, voire même de l'économie européenne dans son ensemble. La stagflation est l'association d'une stagnation (pas de croissance et chômage durable) et d'une inflation (hausse du niveau général des prix à la consommation). Est-ce ce qui nous attend en 2008 ?

La croissance, on l'a vu, sera très faible. Mais n'enregistre-t-on pas actuellement une baisse désormais soutenue du taux de chômage ? En fait cette amélioration toute statistique résulte d'un facteur lui aussi durable : le recul de la population active dû au vieillissement de la population. L'indicateur le plus significatif ici devrait être le nombre d'emplois créés, or il n'est pas à la hausse. La rigidité persistante du marché du travail explique l'absence d'embauches.

Quant à l'inflation, comme nous l'avons expliqué juste avant Noël, elle devrait s'accélérer partout en Europe, et en particulier en France, à cause de la politique monétaire laxiste de la BCE ; alors que celle-ci a longtemps été en 2007 inférieure à 2%, l'inflation n'a cessé de s'accélérer en fin d'année et elle devrait dès février atteindre un rythme de 2,8% selon l'INSEE. Faible croissance et inflation en hausse, c'est bien le retour de la stagflation.

Il y a sans doute une composante mondiale dans cette conjoncture. La crise des subprimes pourrait se prolonger et l'inflation s'accélérer si les banques centrales devaient encore favoriser l'inondation monétaire, au lieu de maintenir le même cap d'une création monétaire modérée. Le monde entier est toujours à la merci des erreurs des hommes politiques ou des banques centrales, comme des manipulations de l'OPEP. Mais en sens inverse on peut espérer que le système bancaire mondial saura régler le problème des liquidités en révisant ses pratiques de crédit et sa sélection des risques, privilégiant le financement des investissements des entreprises plutôt que celui de consommations immodérées.

Les vraies réformes sont devant nous

Le président a présenté un bilan très rassurant du calendrier des réformes 2007 : les « urgences » ont été réglées en 2007, restent maintenant les ruptures fondamentales. Mais comment a-t-on traité les urgences ? Certes, on a assoupli les 35 heures. Mais au prix d'une telle usine à gaz que bien des entreprises renoncent à proposer des heures supplémentaires. Alors qu'une abrogation des 35 heures s'imposait. Certes, il y a eu un très modeste paquet fiscal (15 milliards, avec un aménagement des droits de succession). Mais il aurait fallu réduire bien davantage les impôts, supprimer l'ISF au lieu de l'amender, diminuer la progressivité de l'impôt pour atteindre à terme la

LE SMIC ALLEMAND : UNE GRANDE AVANCÉE SOCIALE...

Les Français l'ignorent en général, mais l'Allemagne ne connaît pas de salaire minimum au niveau national, et les salariés allemands ne s'en portent pas plus mal : les salaires sont librement négociés entre syndicats et employeurs, qui déterminent, sans aucune intervention publique, le minimum de salaire dans chaque entreprise, parfois dans chaque branche. Le SPD, qui semble avoir oublié les réformes SCHRÖDER, et qui a déjà les prochaines élections en ligne de mire, cherche à sa démarquer de ses alliés CDU-CSU et vire de plus en plus à gauche, par peur du nouveau parti d'extrême-gauche, qui mord sur son électorat. Dans cette ligne il pousse la coalition au pouvoir à mettre en place sinon un SMIC national, du moins dans un premier temps un SMIC par branche.

Le SPD vient d'obtenir une première victoire avec la mise en place d'un salaire minimum dans le secteur postal. Le parlement allemand a entériné la décision, soumise par le gouvernement, d'un salaire minimum pour les facteurs de l'ordre de 9 euros (8 à 9,80 selon les cas) de l'heure. Or cette décision, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008, intervient à un moment très particulier, où l'Allemagne, en avance sur les décisions européennes, connaît son big bang postal, avec l'ouverture totale à la concurrence, y compris pour les plis de moins de 50 grammes.

L'ancien monopole, la Deutsche Post, craignait évidemment l'arrivée de nouveaux concurrents. Deux d'entre eux pouvaient jouer un rôle important, et avaient déjà pris 10% du marché pour les lettres de plus de 50 grammes, le néerlandais TNT Post et Pin Group. Ils pouvaient concurrencer l'ancien monopole, en particulier par le paiement de salaires plus faibles. L'instauration d'un SMIC dans le secteur postal, fixé artificiellement à un niveau élevé, leur porte un coup fatal. Déjà TNT Post a fait savoir qu'elle renonçait à entrer sur le segment des petites entreprises et des particuliers, alors qu'elle avait prévu de le faire. Quant à Pin Group, il menace purement et simplement de fermer l'entreprise : le groupe de médias Axel Springer, qui possède cette filiale, parle même de la fermer totalement. Ses prix étaient jusque là inférieurs de 20% à ceux de la Deutsche Post, mais le salaire minimum lui impose une hausse des coûts salariaux de 30% : il n'est plus question alors de la moindre rentabilité. Et cela d'autant plus qu'elle devait dégager des marges de profits pour investir dans de nouvelles techniques de tri : tout cela tombe à l'eau.

Commentaire du Monde, pour une fois fort lucide en matière économique : « Un salaire minimum pour les facteurs : La deutsche Post tente de se débarrasser de la concurrence ». Et d'ajouter « une telle législation menace les emplois et met à mal l'ouverture prochaine du marché à la concurrence ». Dommage que Le Monde ne soit pas aussi lucide sur le SMIC français. Et l'impact de cette mesure allemande va encore plus loin que les frontières de ce pays, puisque du coup le gouvernement néerlandais a dû revenir, à cause de cette décision, sur son projet d'ouvrir le marché postal à la concurrence au 1^{er} janvier 2008, l'écart étant trop grand entre les salaires pratiqués en Hollande et le nouveau SMIC postal allemand. Pour La Haye, ce sont les conditions de libre concurrence en Europe qui sont compromises.

Déjà, 900 personnes ont dû être immédiatement licenciées, mais à terme, ce sont 20 000 emplois au moins qui sont en cause chez les concurrents de Deutsche Post. Et bien sûr les projets d'investissements, comme ceux de création massive d'emplois, tombent à l'eau. Quant aux clients, ils perdent tous les bénéfices de la concurrence et devront payer le prix fort : plus question de prix plus avantageux. La coalition au pouvoir en Allemagne peut être fière de cet immense progrès social et déjà elle envisage d'étendre ce SMIC sectoriel à d'autres branches. Seuls les libéraux du FDP ont protesté, parlant à cette occasion de « la RDA, sans le mur » pour caractériser les méfaits de cette politique. Quant aux experts, ils ont calculé que si ce SMIC postal était étendu à tous les secteurs, comme le souhaite le SPD, ce serait 1,9 millions d'emplois qui seraient détruits : de quoi être fiers de cette grande avancée sociale.

BENOIT XVI : LA NATURE AU SERVICE DE L'HOMME

Dans son Encyclique sur l'Espérance, le pape BENOIT XVI avait mis en garde contre les dangers du marxisme. Quelques semaines plus tard, dans son message pour la journée mondiale de la paix 2008 (le 1^{er} janvier), le pape, tout en réaffirmant l'attachement des chrétiens à la création et donc à la préservation de la nature, met en garde contre les dérives de l'écologie profonde, celle qui place la nature au dessus de l'homme.

Ce qui frappe, c'est que ce texte porte d'abord sur la « famille humaine, communauté de paix » et non sur la nature : c'est l'homme qui, pour les Chrétiens, comme pour tous les croyants des autres religions, est au centre de l'univers créé et la nature lui est subordonnée : c'est ce qu'on trouve dans les religions du Livre dès le début de la Genèse avec l'ordre divin donné aux premiers hommes : « Dominez la terre et soumettez-là ». Dominez la terre et non soyez dominés par elle, ce que bien des écologistes oublient. L'homme est « la seule créature que Dieu ait voulue pour elle-même », disait déjà JEAN-PAUL II, reprenant le Concile Vatican II.

« La famille naturelle, en tant que profonde communion de vie et d'amour, fondée sur le mariage entre un homme et une femme, constitue le premier lieu d'humanisation de la personne et de la

MÉDECINS : LE SALAIRE DE LA SERVILITÉ

Le chantage continue et, à notre grande déception, certains syndicats médicaux continuent à se prêter au jeu. En effet, la Caisse nationale d'assurance-maladie n'est pas contente des médecins. Elle leur avait demandé de faire de substantielles économies, en fixant chaque année l'objectif à atteindre, notamment dans les prescriptions de médicaments, d'arrêt de travail, de transports sanitaires ou de remboursements à 100% pour les affections de longue durée.

C'est ainsi qu'en 2005, l'objectif d'économies était de 998 millions d'euros ; la réalisation n'a été que de 721 millions. Objectif plus prudent en 2006, avec 791 millions ; économies réalisées : 581 millions. Pour 2007, les caisses ont été moins ambitieuses encore : 623 millions ; mais ces « méchants » médecins n'ont réalisé que 367 millions d'économies : une misère, face aux 6 milliards de déficit de l'assurance-maladie, pour le seul régime général.

La « maîtrise médicalisée » a du plomb dans l'aile. 60% de taux de réalisation, quelle indiscipline ! Mais la caisse veille au grain et elle saura punir ces médecins récalcitrants. Les généralistes attendaient au plus vite une revalorisation d'un euro, à 23 euros, de leur consultation ; compte tenu de leur mauvaise volonté, les médecins seront punis : la revalorisation est renvoyée aux calendes grecques. Il va falloir recommencer à « négocier », puis attendre la tenue des « Etats généraux de l'organisation de soins », puis la loi prévoit « une période d'observation » de six mois entre la signature et l'entrée en vigueur. Heureusement, la CNAM se veut rassurante : le « principe » de la hausse (de un euro !) n'est pas remis en cause. Ce qui est en cause c'est le degré de servilité des médecins : s'ils sont dociles ils auront quelque chose, sinon rien de plus. Pour l'instant, on donne une sucette aux médecins : le paiement (100 euros) des gardes du samedi après-midi ou des ponts. Du coup, ce sont les urgentistes qui se plaignent d'être moins bien traités, et ils manifestent leur mécontentement !

Tout cela est pitoyable, aussi pitoyable que le fameux ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance-maladie) qui n'est jamais respecté. Et pour cause : on proclame que la médecine demeure libérale en France, mais on établit un rationnement quantitatif des soins ou des prescriptions. De plus, la somme à ne pas dépasser est fixée nationalement et les médecins prennent des décisions individuelles. Sauf à imaginer que les médecins refusent de recevoir des malades quand ils ont atteint leur quota de prescriptions ou de visites ; dans ce cas, il suffit d'en faire des fonctionnaires, devant chacun recevoir tant de malades et leur prescrire tant de médicaments. On ferme le cabinet chaque jour à 16 heures quand le quota est atteint !

De toutes façons, ces mesures provoquent toujours des effets pervers. Ainsi une enquête qui vient de paraître montre que la multiplication du déremboursement des médicaments a un effet nul sur les dépenses d'assurance-maladie, car les médecins changent leur prescriptions et passent à des médicaments toujours remboursés : cela se traduit par des reports de prescriptions (souvent moins efficaces), et non par une économie.

La Caisse et les pouvoirs publics s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la socialisation et l'étatisation de l'assurance-maladie. Aujourd'hui, les honoraires sont pour la plupart fixes et les médecins soumis au bon vouloir des caisses, qui échangent la liberté médicale contre un euro hypothétique de revalorisation d'honoraires. Demain, on fournira sans doute des ordonnances pré remplies, avec le quota de médicaments par pathologie. Ce qui nous consterne, c'est que les syndicats médicaux rentrent dans ce jeu, qui est un jeu à somme négative, avec au moins deux perdants, le client et le médecin, et qui ne sauvera pas pour autant la sécu.

Il n'y a de solution que dans la liberté médicale et la liberté de l'assurance-santé. Du côté des médecins, cela passe par le refus de participer à ces soi-disant consultations ; seuls, des honoraires libres sont conformes à la médecine libérale. Quant à la Sécu, les Français opteront pour la liberté d'assurance quand ils connaîtront ce qu'ils payent réellement pour leur santé. Sur ce point, il faut faire connaître l'excellente étude de notre ami Georges LANE pour Contribuables associés : « Combien nous coûte, à vous et à moi, la Sécurité sociale ? » (www.contribuables.org). De quoi ouvrir les yeux des Français. Et préparer enfin la feuille de paie avec le salaire complet, puis l'ouverture à la concurrence de l'assurance-maladie.

POUR UNE « LAÏCITÉ POSITIVE »

Juste avant Noël, Nicolas SARKOZY s'est rendu à Rome pour aller voir le pape BENOIT XVI. Nous n'avons pas publié de Nouvelle Lettre entre temps et il n'est pas trop tard pour y revenir. En effet, autant nous sommes très critiques vis-à-vis de la politique économique du Président, autant le discours de Rome nous semble présenter des aspects intéressants, tranchant avec une laïcité étroite. Nous parlons du discours, non de l'attitude du Président, de sa vie privée ou de la légèreté de son comportement (il a regardé ses SMS pendant l'audience).

Les grands titres de la presse en disent long : Le Monde : « La République a besoin de croyants, dit SARKOZY » et « Nicolas SARKOZY veut remettre la religion au cœur de la vie de la cité ». Le Figaro : « SARKOZY défend les racines chrétiennes de la France ».

Le discours prononcé à Saint Jean du Latran mérite d'être cité : « La laïcité s'affirme comme une nécessité et une chance. Elle est devenue une condition de la paix civile (...). Cela étant, la laïcité ne saurait être la négation du passé. Elle n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû. Je considère qu'une nation qui ignore l'héritage éthique, spirituel, religieux de son histoire commet un crime contre sa culture, contre ce mélange d'histoire, de patrimoine, d'art et de traditions populaires qui imprègnent si profondément notre manière de vivre et de penser ».

« Arracher la racine, c'est perdre la signification, affaiblir le ciment de l'identité nationale et dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire. C'est pourquoi nous devons tenir ensemble des deux bouts de la chaîne : assumer les racines chrétiennes de la France et même les valoriser, tout en défendant une laïcité parvenue à maturité. Le temps est venu que les religions et toutes les forces vives de la nation regardent ensemble les enjeux de l'avenir et plus seulement les blessures du passé ».

« Ceux qui ne croient pas doivent être protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme. Mais un homme qui croit est un homme qui espère. Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent. La désaffection progressive des paroisses rurales, le désert spirituel des banlieues, la disparition des patronages, la pénurie de prêtres n'ont pas rendu les Français plus heureux. S'il existe une morale humaine indépendante de la morale religieuse, la République a intérêt à ce qu'il existe aussi une réflexion morale inspirée de convictions religieuses. D'abord parce que la morale laïque risque toujours de s'épuiser ou de se changer en fanatisme quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini. Ensuite et surtout parce qu'une morale dépourvue de liens avec la transcendance est davantage exposée aux contingences historiques et finalement à la facilité ».

« C'est pourquoi j'appelle de mes vœux l'avènement d'une laïcité positive, c'est à dire d'une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire et de ne pas croire, ne considère pas la religion comme un danger, mais comme un atout(...). Il s'agit de rechercher le dialogue avec les grandes religions de France et d'avoir pour principe de faciliter la vie quotidienne des grands courants spirituels plutôt que de chercher à la leur compliquer ». « Je partage l'avis du pape quand il considère que l'espérance est l'une des questions les plus importantes de notre temps. Or longtemps la République a sous estimé l'importance de l'aspiration spirituelle. (...). Dans la République laïque, l'homme politique que je suis n'a pas à décider en fonction de considérations religieuses. Mais il importe que sa réflexion et sa conscience soient éclairées notamment par des avis qui font référence à des normes et à des convictions libres des contingences immédiates. Toutes les spiritualités qui existent dans notre pays doivent y prendre part. Nous serons plus sages si nous conjuguons la richesse de nos différentes traditions ».

Certes, ce n'est qu'un discours, mais c'est un discours qui engage. Il s'inscrit dans une tradition libérale française, celle de TOCQUEVILLE et de BASTIAT, qui considéraient les religions et la liberté religieuse comme un atout et non un obstacle pour la vie pacifique en société. Les traditions religieuses contribuent à la vitalité de la société civile. Ee 710(710(71co)-4(n)-4-6()10(rTw(l)- s)-5(o)-4(t)-6()

La gauche sectaire ne s'y est pas trompée, en se scandalisant des déclarations présidentielles. M. HOLLANDE dénonce « la droite la plus cléricale » et Madame VOYNET parle d'une « remise en cause de ce qui fait notre ciment républicain ». Les communistes s'étranglent et s'étonnent que le Président veuille plus de croyants, « comme si le spirituel et l'espérance devaient être incarnés dans le religieux ». Quant à BAYROU, il a carrément parlé d'un retour à « l'opium du peuple », faisant explicitement référence à MARX. Toutes ces réactions nous rassurent. Mais il reste encore au Président à découvrir les autres dimensions, notamment économiques et juridiques, de la tradition libérale française.

ILS ONT OSÉ LE DIRE : FLORILÈGE DE NOËL

Trêve de Noël oblige, nos lecteurs ont été privés de Nouvelle Lettre et d'articles nouveaux sur www.libres.org pendant deux semaines. Nous craignons que certaines déclarations aient échappé à votre vigilance, nous vous présentons un petit florilège de Noël.

François HOLLANDE : « S'il y a un aggiornamento à faire, c'est que nous reconnaissons l'économie de marché, mais que nous avons un rapport critique au capitalisme et que nous combattons le libéralisme ». Nous, naïvement, nous trouvions que l'économie de marché et le capitalisme, c'était la même chose, et que les deux impliquaient le libéralisme. Autre précision du secrétaire du PS : les socialistes sont pour une « économie de marché sociale et écologique ». Dès que l'on ajoute des qualificatifs, il faut se méfier.

Jacques CHIRAC, après avoir approuvé la venue de KHADAFI en France (« Est-on si exemplaire que ça en matière de droits de l'homme ? ») ; chacun sait en effet que dans ce domaine la Libye peut nous donner des leçons), a proposé cette subtile analyse : « Le problème des libertés n'est pas le plus important en Afrique, la question la plus importante, c'est que la population va doubler et voudra avoir un niveau de vie comparable à celui qu'elle a aujourd'hui ». On sait en effet, malthusianisme oblige, que l'augmentation de la population est synonyme de misère ; et que les libertés sont le principal obstacle au développement !

Michel BARNIER, autre grand libéral : « L'Union européenne ne doit pas se cacher pour préserver les européens des dérives de la libéralisation des échanges. Il s'agit d'assurer la sécurité des consommateurs européens, la loyauté de la concurrence et le principe de souveraineté que l'on évoque au nom de notre vision de l'Europe... Le point d'appui de ces préférences des européens, c'est la conformité des produits et services importés aux exigences sociales, sanitaires et environnementales que nous avons démocratiquement décidées ». C'est bien mieux que le verdict du marché sans doute ! Admirable chassé-croisé : la gauche se rallie au marché, la droite à la démocratie populaire. Le père Noël nous a gâtés !

AU SOMMAIRE DU N°941 :

EDITORIAL : Politique de la civilisation pp. 1-2

CONJONCTURE : Vœux pieux pour l'économie française en 2008 pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Le SMIC allemand : une grande avancée sociale... p. 4 – Benoît XVI : la nature au service de l'homme p. 5 – Médecins : le salaire de la servilité p. 6 – Pour une laïcité positive p. 7-8 – Ils ont osé le dire : florilège de Noël p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille